

*Les crédits*

le plan de l'emploi et économique, mais ils offraient également un soutien extrêmement important en matière de services familiaux et de garde d'enfants. Si elle ne peut compter sur des services de garde sûrs et efficaces, une femme ne peut laisser ses enfants sans leur faire courir un danger. Je le répète, qu'il s'agisse de familles bi-parentales ou de familles où il y a seulement le père ou la mère, la garde d'enfants demeure un aspect tout à fait essentiel.

Un autre élément important concerne les maisons de transition, où les femmes et les enfants exposés à la violence familiale peuvent trouver refuge et commencer à réorganiser leur vie. Ce centre de ressources pour femmes de Campbell River avait joué un rôle dans la création d'une maison de transition de ce genre, et non seulement le centre est-il fermé, mais également, on remet en question la viabilité de la maison de transition. On ne peut qu'espérer qu'elle survivra à la politique négative du gouvernement.

Le centre de ressources de Campbell River réclamait avec force de meilleurs programmes, plus directs, afin d'empêcher que les enfants ne soient victimes d'abus sur le plan psychologique, physique ou sexuel, ce qui est très fréquent. C'est là un problème caché dans notre société. Le centre a réussi à lancer le débat sur la façon de s'attaquer à ce problème grâce à la prévention, la protection des victimes et le traitement des gens coupables d'abus.

Il est tout à fait essentiel de rétablir le financement de base, non seulement pour que des établissements comme les maisons de transition puissent continuer de fonctionner, mais également pour permettre le maintien de programmes reliés à la prévention des abus dont sont victimes les enfants.

Une certaine planification familiale est nécessaire. Le gouvernement, qui joue à l'autruche, à l'instar du gouvernement provincial de la Colombie-Britannique, nuit énormément à des gens qui souhaitent une planification familiale rationnelle. Nous avons besoin de services communautaires, comme ce centre de ressources pour femmes qui a joué un rôle actif dans ce domaine en renseignant les gens et en participant de très près à l'élaboration des programmes voulus de planification familiale. Je félicite les intéressées pour leur travail et j'exhorte le gouvernement à reconsidérer la décision tout

à fait irréfléchie qui a conduit au retrait complet des crédits accordés à l'organisme en question.

Ce dernier offrait des services d'aide juridique en défendant bien souvent des femmes faisant face à tout un éventail de problèmes juridiques ou financiers. Je pourrais poursuivre encore longtemps sur le genre de services que ce centre a assurés à la localité.

Pour 25 000 \$, le gouvernement s'est déniché un conseil d'administration actif et dur à la tâche, une équipe de bénévoles, trois employés à temps partiel et un bureau modeste. On n'aurait pas pu se procurer autant à la Fonction publique. Ni ailleurs non plus. Ces gens sont des gens de principe, dévoués, qui travaillent pour des prunes. Le gouvernement a coupé les vivres à ce service inestimable pour la localité.

En ce qui me concerne, j'engage la ministre responsable de la situation de la femme à donner suite à cette affaire qui met en cause le gouvernement, en intervenant auprès du premier ministre, du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social et de tout le Cabinet pour que le financement de ce centre soit rétabli, ou alors qu'elle démissionne. Pour la paix de sa conscience, personne ne voudrait fréquenter des gens capables de faire pareille chose, surtout quand cette personne a été la principale intervenante dans l'évaluation des besoins de cette localité de Campbell River, qu'elle a constaté elle-même que cette localité avait désespérément besoin des ressources fournies par ce centre dont elle a été l'artisan. Si elle ne peut pas convaincre ce cabinet et ce gouvernement de changer d'idée, elle ferait aussi bien de démissionner. C'est le seul choix qui s'offre à elle si elle veut agir de façon intègre.

Il s'agit d'une question extrêmement grave. C'est la première chose dont je voulais parler à propos du développement régional parce que ce service est essentiel. Qu'y a-t-il de plus prioritaire que d'offrir à la moitié de la population la possibilité de jouir des avantages de notre économie et de notre société? Le gouvernement pratique une fort mauvaise politique en limitant le financement à ce chapitre, et il faut espérer qu'il changera d'avis en débloquent les fonds essentiels à ces organismes.

S'il veut faire participer les provinces, fort bien. Qu'il ne touche pas au financement actuel tant qu'il n'aura pas conclu une entente avec elles, mais en attendant, qu'il ne prive pas les femmes du Canada des services qui leur